



# Note de Veille Trimestrielle du Patronat sur l'Actualité Economique

Pour les décideurs ...

N°001 - Mai 2026

« Dans un contexte de chocs externes et de contraintes structurelles persistantes, la compétitivité, la transformation locale et la diversification des activités s'imposent comme des leviers clés pour renforcer la résilience des entreprises. »

## SOMMAIRE

### SUR LE PLAN INTERNATIONAL

- A. Choc géopolitique et croissance mondiale sous pression
- B. Ralentissement des partenaires clés du Cameroun
- C. Pétrole à 100 \$ et explosion des coûts pour les entreprises
- D. Crise énergétique et accélération forcée de la transition
- E. Transformation numérique : un impératif stratégique

### SUR LE PLAN SOUS-REGIONAL

- F. Croissance contrastée en Afrique centrale
- G. Inflation modérée en CEMAC
- H. Endettement élevé et marges limitées en CEMAC
- I. Réserves extérieures sous pression en CEMAC
- J. Dollar/FCFA stable malgré un léger recul mensuel

### SUR LE PLAN NATIONAL

- K. Croissance en deçà des prévisions et révision budgétaire
- L. Taxe sur les produits à forte empreinte écologique
- M. Incitations à l'emploi des jeunes diplômés
- N. Imposition des services numériques étrangers
- O. Commerce extérieur en dégradation au Cameroun

### DANS LE SECTEUR PRIMAIRE

- P. PIISAH : une mise en œuvre encore en deçà des objectifs
- Q. Recul des exportations brutes et enjeu de transformation
- R. Volatilité accrue des cours des produits agricoles

### DANS LE SECTEUR SECONDAIRE

- S. Import-substitution industrielle : résultats peu concluants
- T. Exportations de produits transformés : dynamique faible
- U. Délestages en forte hausse et pression sur l'industrie

### DANS LE SECTEUR TERTIAIRE

- V. Alternatives au crédit bancaire en hausse chez les PME
- W. Surliquidité bancaire et essoufflement du crédit en CEMAC
- X. Internet satellitaire : réorientation stratégique de Camtel

### DANS LE SECTEUR GOUVERNANCE

- Y. Corruption persistante et dégradation relative

### PERSPECTIVES ...

- Z. Environnement contraint mais opportunités réelles

Zoom sur Nos Entreprises du Mois : Youlearn 24 et Afrique RSE

## SUR LE PLAN INTERNATIONAL

### A. Choc géopolitique et croissance mondiale sous pression

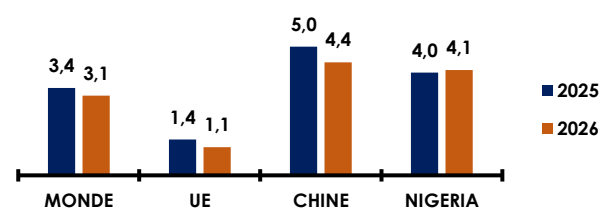
Selon les perspectives économiques du FMI publiées en avril 2026, la croissance mondiale devrait ralentir. Elle est attendue à 3,1 % en 2026 contre 3,4 % en 2025. Ce recul s'inscrit dans un contexte de fortes tensions géopolitiques. Le conflit déclenché le 28 février 2026 par les États-Unis et Israël contre l'Iran a entraîné la fermeture partielle du détroit d'Ormuz. Cette situation a provoqué une hausse des prix et renforcé les pressions inflationnistes. Pour les entreprises, la situation actuelle pourrait se traduire par une hausse des coûts d'importation, une pression sur les marges et une volatilité accrue de la demande extérieure, nécessitant une gestion prudente et une diversification des marchés.

### B. Ralentissement des partenaires clés du Cameroun

La croissance économique des principaux partenaires commerciaux du Cameroun devrait ralentir en 2026, notamment dans l'Union européenne (1,1 % contre 1,4 % en 2025) et en Chine (4,4 % contre 5,0 %), tandis que le Nigéria enregistrerait une légère progression à 4,1 % contre 4,0 % en 2025. Cette dynamique traduit un affaiblissement global de la demande extérieure qui pourrait entraîner un ralentissement des exportations du Cameroun, notamment de matières premières tel que le cacao, le bois ou les minerais, ainsi qu'une pression accrue sur les prix et les volumes. Elle impose aux chefs des entreprises camerounaises d'anticiper les fluctuations de la demande, de

diversifier les débouchés vers des marchés plus dynamiques et de renforcer la compétitivité des produits à l'international.

Taux de croissance économique (en %) des principaux partenaires commerciaux du Cameroun



Source : FMI (Avril 2026)

### C. Pétrole à 100 \$ et explosion des coûts pour les entreprises

À la suite du conflit impliquant les États-Unis, Israël et l'Iran, le prix du pétrole brut a dépassé 100 \$US le baril, contre moins de 70 \$US auparavant. Cette hausse brutale renchérit les coûts des intrants énergétiques, affectant notamment les transports, les engrais, les produits chimiques et l'alimentation. Pour les entreprises, cela se traduit par une augmentation généralisée des charges d'exploitation, une pression sur les marges et un risque accru de répercussion sur les prix de vente.

### D. Crise énergétique et accélération forcée de la transition

Dans un contexte de flambée des prix du pétrole, les appels à accélérer la transition énergétique se multiplient, portés notamment par les instances internationales et les acteurs

climatiques (ONU Climat, COP31). Cette dynamique vise à réduire la dépendance aux énergies fossiles et à sécuriser les approvisionnements. Elle ouvre des opportunités dans les énergies renouvelables, mais impose également des adaptations face à l'évolution des normes et des coûts énergétiques.

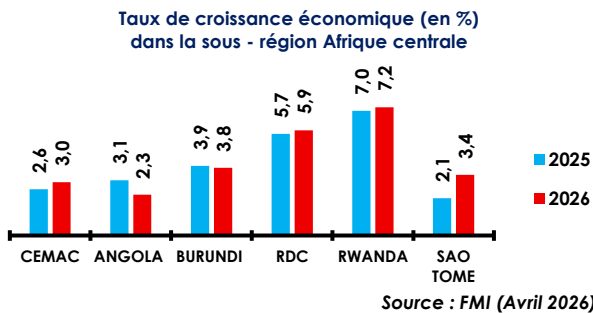
## E. Transformation numérique : un impératif stratégique

Face aux tensions géopolitiques et aux perturbations économiques, la transformation numérique s'impose comme un levier clé de résilience et de compétitivité, portée par l'essor de l'intelligence artificielle et des technologies digitales (<https://www.banquemondiale.org/fr/topic/digital/overview>). Cette dynamique contribue à redéfinir les modèles économiques. Pour les entreprises, elle impose d'accélérer les investissements digitaux afin d'améliorer la productivité, l'agilité et l'accès aux marchés.

## SUR LE PLAN SOUS-REGIONAL

### F. Croissance contrastée en Afrique centrale

La croissance dans la CEMAC devrait être plus élevée en 2026 qu'en 2025. Cependant, elle resterait globalement modérée, autour de 3%. En comparaison, des pays comme la RDC (près de 6%) et le Rwanda (plus de 7%) affichent des performances nettement supérieures, portées par une diversification accrue. Pour les entreprises, cet écart souligne la nécessité d'explorer des marchés régionaux plus dynamiques tout en renforçant leur compétitivité.

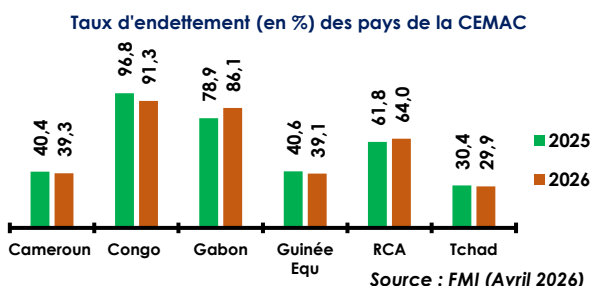


### G. Inflation modérée en CEMAC

L'inflation en CEMAC devrait s'établir à 2,7% en 2026 contre 2,0% en 2025, restant globalement maîtrisée malgré les tensions sur les prix internationaux. Cette évolution traduit une pression modérée sur les coûts, mais appelle les entreprises à rester vigilantes face aux risques inflationnistes importés.

### H. Endettement élevé et marges limitées en CEMAC

Le niveau d'endettement des pays de la CEMAC devrait rester élevé en 2026, avec des ratios dette/PIB atteignant 91,3% au Congo (contre 96,8% en 2025), 86,1% au Gabon (78,9%), 64,0% en RCA (61,8%), 39,3% au Cameroun (40,4%) et 39,1% en 39,1% Guinée équatoriale (40,6%). Le Tchad (29,9% en 2026) aurait le niveau le plus modéré. Malgré des ajustements, ces niveaux limitent les marges budgétaires des États, contraignant l'investissement public et pesant sur l'environnement des affaires et les perspectives du secteur privé.



## Nos Entreprises du Mois



Yoolearn 24 conçoit des programmes de formation, réalise des missions de conseil (recrutement, qualité, transformation digitale), prépare aux certifications internationales et renforce les compétences transversales en entreprise.

Yoolearn 24 peut apporter aux membres du GECAM : des diagnostics de compétence, un accès à l'expertise internationale via la diaspora, des formations à impact immédiat, une compétitivité renforcée, une préparation aux mutations digitales et IA, une professionnalisation des RH, et des interventions agiles.

Yoolearn 24 est prêt à collaborer via des formations intra-entreprises, des sessions inter-entreprises mutualisées, la co-construction de programmes sectoriels, des diagnostics compétences, des ateliers thématiques, des partenariats stratégiques long terme, et une contribution active aux espaces d'échange du GECAM.



**Madame Emmanuelle BILOA**  
Directrice Cameroun  
emmanuelle@yoolearn.co



ARSE accompagne les entreprises dans la réalisation des diagnostics RSE/ESG l'élaboration de politiques et feuilles de route locales, la conformité réglementaire, les programmes d'impact social et environnemental, les formations, les rapports RSE, la cartographie des risques extra-financiers, le conseil en finance durable, et la labellisation Doing Good In Africa (DGIA ESG).

ARSE peut aider les entreprises membres du GECAM à améliorer leur image et leur réputation, renforcer leur conformité renforcée, optimiser leur performance globale, faciliter l'accès à des financements ESG, répondre aux exigences des partenaires internationaux, structurer leurs engagements RSE.

ARSE est disposé à collaborer via la co-construction de projets RSE sectoriels, un accompagnement personnalisé à des conditions préférentielles, l'animation d'ateliers et webinaires, la participation à des missions conjointes, l'appui à la structuration d'offres responsables, des réponses collectives à appels d'offres durables, la mise en relation avec des partenaires techniques et financiers, la création de projets à fort impact, et l'encouragement à la labellisation DGIA ESG.



**Monsieur Thierry TENE**  
Directeur Général  
thierry.tene@afriqueuse.com

### I. Réserves extérieures sous pression en CEMAC

Les réserves extérieures de la CEMAC devraient légèrement reculer, passant de 3,8 mois d'importations en 2025 à 3,6 mois en 2026, traduisant une pression persistante sur les équilibres extérieurs malgré la hausse des prix des matières premières. Dans ce contexte, la BEAC envisage de renforcer le rapatriement des devises dès 2027, alors qu'environ 6 000 milliards FCFA restent encore hors du circuit officiel. Pour les entreprises,

## Espace publicitaire disponible ici

cela pourrait se traduire par un durcissement des conditions de change et des transferts financiers.

### J. Dollar/FCFA stable malgré un léger recul mensuel

Le taux de change du dollar s'établit en moyenne à 572,26 FCFA en avril 2026, contre 576,65 FCFA en mars et 576,5 FCFA un an plus tôt. Cette légère détente traduit une stabilité globale. Pour les entreprises, l'impact sur les coûts d'importation reste limité à court terme.

## SUR LE PLAN NATIONAL

### K. Croissance en deçà des prévisions et révision budgétaire

Selon le FMI (avril 2026), la croissance économique du Cameroun devrait atteindre 3,3 % en 2026 contre 3,1 % en 2025, un niveau inférieur à l'hypothèse de 4,3 % retenue lors de l'élaboration du budget. Cet écart de prévision s'explique notamment par des chocs exogènes liés aux tensions géopolitiques internationales. Cette sous-performance pourrait conduire à un ajustement budgétaire, avec des implications sur les dépenses publiques et les opportunités pour le secteur privé.

### L. Taxe sur les produits à forte empreinte écologique

La loi de Finances 2026 introduit une taxe environnementale applicable à certains produits à forte empreinte écologique (ciment, fer à béton, carreaux, plastiques et emballages), avec des niveaux allant de 2 500 FCFA par tonne à 15 FCFA par unité ou 5 % de la valeur, applicable aussi bien à la production locale qu'aux importations. Si l'objectif affiché est de réduire l'impact environnemental, aucun chiffrage précis des effets attendus sur les émissions n'est avancé. Dans un contexte marqué par l'informel et la contrebande, l'efficacité réelle de cette taxe reste incertaine. Elle pourrait davantage s'inscrire dans une logique d'accroissement des recettes fiscales. Pour les entreprises, cette mesure entraîne une hausse des coûts, une pression sur les marges et un risque de distorsion de concurrence avec les acteurs informels.

### M. Incitations à l'emploi des jeunes diplômés

La loi de Finances 2026 introduit des mesures incitatives à l'emploi des jeunes diplômés, notamment l'extension du régime aux contrats d'alternance avec exonération des charges fiscales et patronales, ainsi qu'un crédit d'impôt de 20 % sur les dépenses de recrutement, formation et encadrement, et sur les dons aux organismes de formation. Toutefois, l'impact de ces mesures pourrait rester limité dans un contexte où l'emploi est dominé par l'informel, le secteur privé formel ne représentant qu'environ 5 % des emplois. Par ailleurs, ces incitations n'agissent pas sur le principal levier d'embauche qu'est le niveau d'activité des entreprises. De plus, recruter un jeune diplômé implique un risque de productivité incertaine et de départ après formation. Enfin, avec un crédit d'impôt limité à 20 %, l'entreprise supporte encore l'essentiel des coûts, réduisant l'effet incitatif réel.

### N. Imposition des services numériques étrangers

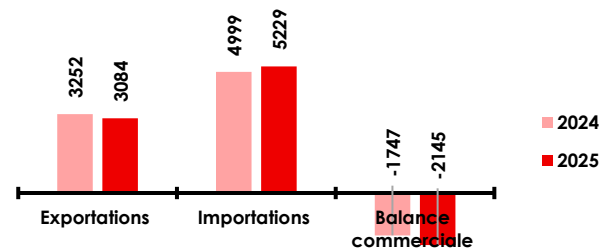
La loi de Finances 2026 introduit une taxe de 3 % sur les services numériques fournis depuis l'étranger. Elle s'applique aux entreprises réalisant au moins 50 millions de FCFA de chiffre d'affaires ou ayant 1 000 clients au Cameroun. Cette mesure vise à accroître les recettes fiscales et à rétablir une équité avec les entreprises locales. Elle pourrait améliorer la compétitivité des acteurs nationaux.

### O. Commerce extérieur en dégradation

Entre 2024 et 2025, le commerce extérieur du Cameroun se détériore, marqué par une baisse des exportations de 3 252 à 3 084 milliards de FCFA, principalement due au recul des

ventes d'hydrocarbures (1 424 à 1 077 milliards). Parallèlement, les importations augmentent de 4 999 à 5 229 milliards de FCFA, tirées par les produits hors hydrocarbures (3 966 à 4 397 milliards). Cette double dynamique entraîne une aggravation du déficit commercial, qui passe de -1 747 à -2 145 milliards de FCFA. Pour les entreprises, cette évolution traduit une dépendance accrue aux importations et une pression sur les équilibres extérieurs.

Evolution du commerce extérieur  
(en milliards de FCFA) au Cameroun



Source : INS du Cameroun (2026)

## DANS LE SECTEUR PRIMAIRE

### P. PIISAH : une mise en œuvre encore en deçà des objectifs

Le plan intégré d'import-substitution agropastoral et halieutique (PIISAH) pour la période 2024-2026 vise à réduire la dépendance du Cameroun aux importations de produits alimentaires. Toutefois, au regard des données de l'INS sur le commerce extérieur, les résultats restent contrastés : les importations de riz augmentent de 4,5 % (869 039 tonnes en 2025) et celles de poisson de 29,1 % (267 259 tonnes en 2025), tandis que le maïs (-10,6 % ; 72 586 tonnes en 2025) et le blé (-5,0 % ; 1 139 403 tonnes en 2025) reculent. Cette évolution traduit une efficacité partielle du PIISAH, avec des progrès limités face aux contraintes structurelles (productivité, financement, logistique). Le Gouvernement devrait renforcer les investissements ciblés et la structuration des filières. Les entreprises, quant à elles, doivent s'activer pour saisir des opportunités dans la production et la transformation locale.

### Q. Recul des exportations brutes et enjeu de transformation

Les exportations de produits bruts enregistrent une baisse généralisée entre 2024 et 2025 : cacao (-9,0 %), café (-2,0 %), coton (-24,0 %), bois (-26,5 %) et caoutchouc (-12,8 %). Cette tendance ne s'explique pas par un basculement vers des exportations de produits transformés, qui restent encore limitées. Elle traduit plutôt des contraintes de production, de compétitivité et d'accès aux marchés. Pour le Gouvernement, plusieurs leviers s'imposent : renforcer les incitations fiscales à la transformation locale (exonérations ciblées, crédits d'impôt), améliorer l'accès à l'énergie et aux infrastructures industrielles, faciliter le financement des unités de transformation et sécuriser les débouchés à l'export. Il est également essentiel de développer des normes de qualité et de promouvoir les produits transformés sur les marchés internationaux. Ces mesures permettraient de capter davantage de valeur ajoutée et de réduire la vulnérabilité aux fluctuations des matières premières.

### R. Exportations de bananes en forte hausse

Les exportations de bananes du Cameroun ont progressé de 22,4 % en mars 2026, atteignant 23 977 tonnes contre 19 585 tonnes un an plus tôt, selon les données relayées par Investir au Cameroun. Cette performance est principalement portée par la Plantations du Haut Penja, dont les volumes ont augmenté de plus de 29 %, confirmant son rôle dominant dans la filière. (Source : Investir au Cameroun). Cette dynamique traduit un regain de performance du secteur bananier, malgré les contraintes structurelles. Pour le Cameroun, elle renforce les recettes d'exportation et la contribution de l'agriculture.

Toutefois, cette dépendance à un acteur majeur souligne la nécessité de diversifier la production et de renforcer la résilience de la filière face aux chocs.

### R. Volatilité accrue des cours des produits agricoles

Les cours mondiaux des principaux produits agricoles exportés par le Cameroun évoluent de manière contrastée. Par rapport à mars 2026, les prix du cacao (+6,0 %) et du coton (+13,96 %) progressent, tandis que le café recule légèrement (-1,81 %). En revanche, en glissement annuel, les cours du cacao (-60,9 %) et du café (-31,0 %) chutent fortement, contrairement au coton qui progresse (+24,5 %). Cette volatilité traduit une forte instabilité des marchés internationaux. Pour le Cameroun, elle expose les exportations à des risques importants de revenus, soulignant l'urgence de diversifier les débouchés et de renforcer la transformation locale.

## DANS LE SECTEUR SECONDAIRE

### S. Import-substitution industrielle : résultats peu concluants

La stratégie d'import-substitution industrielle peine à produire des résultats probants, selon les données de l'INS. Les importations de friperie restent élevées et quasi stables, passant de 72 600 tonnes en 2024 à 73 008 tonnes en 2025 (+0,6 %), traduisant une forte dépendance persistante. Plus préoccupant, les importations de bois et ouvrages en bois progressent fortement de 17,2 % (de 3 779 à 4 430 tonnes), malgré un potentiel local important. Cette situation révèle des faiblesses dans la transformation industrielle et la compétitivité des produits locaux. Elle appelle à un renforcement des politiques industrielles, notamment en matière de soutien à la production locale, de structuration des filières et de lutte contre les importations informelles.

### T. Exportations de produits transformés : dynamique faible

Les exportations de produits locaux transformés restent globalement limitées et contrastées selon les données de l'INS sur l'évolution du commerce extérieur entre 2024 et 2025. Si certaines filières progressent, comme la pâte de cacao (+19,1 %), les chocolats (+3,9 %) ou le bois contreplaqué (+34,1 %), d'autres reculent significativement, notamment le beurre de cacao (-13,4 %) et les bois sciés (-14,9 %), qui demeurent pourtant des volumes importants. Cette évolution traduit une transformation incomplète des matières premières locales. Elle met en évidence des contraintes liées à la capacité industrielle, à la compétitivité et à l'accès aux marchés. Pour le Gouvernement, l'enjeu est d'accélérer l'industrialisation par des incitations ciblées, tandis que les entreprises doivent renforcer la qualité, la productivité et l'intégration dans les chaînes de valeur internationales.

### U. Délestages en forte hausse et pression sur l'industrie

Selon un rapport relayé par au mois de mars 2026, les délestages ont été multipliés par quatre au Cameroun en quatre ans, traduisant une dégradation significative de la qualité de l'approvisionnement électrique. Cette situation s'explique notamment par des insuffisances structurelles du système électrique, malgré des investissements récents (Source : *Investir au Cameroun*). Pour l'industrie, ces coupures répétées entraînent des pertes de production, une hausse des coûts (recours aux groupes électrogènes) et une baisse de compétitivité. Elles perturbent également les chaînes de production et dissuadent certains investissements industriels. À terme, cette instabilité énergétique constitue un frein majeur à l'industrialisation et appelle des investissements et réformes urgentes du secteur électrique.

## DANS LE SECTEUR TERTIAIRE

### V. Alternatives au crédit bancaire en hausse chez les PME

Face aux difficultés d'accès au crédit bancaire, les PME se tournent vers des solutions alternatives comme le crédit-bail,

l'affacturage et le marché financier (Source : *Investir au Cameroun*). Ces mécanismes améliorent l'accès au financement et la trésorerie. Toutefois, leur développement reste limité et nécessite un cadre adapté pour mieux soutenir la croissance des PME.

### W. Surliquidité bancaire et essoufflement du crédit en CEMAC

La BEAC a porté son offre de liquidité à 500 milliards de FCFA en avril 2026, contre 400 milliards auparavant, afin de soutenir le financement de l'économie. Toutefois, les banques commerciales n'ont souscrit qu'environ 365 milliards, soit 73 % de l'enveloppe, révélant une demande de crédit insuffisante (Source : *Investir au Cameroun*). Cette situation traduit un essoufflement du crédit, lié à une faible dynamique économique et à des risques perçus élevés. Pour les entreprises, cela signifie un accès au financement toujours contraint, malgré une liquidité abondante, soulignant un dysfonctionnement dans la transmission du crédit à l'économie réelle.

### X. Internet satellitaire : réorientation stratégique de Camtel

L'opérateur public Camtel explore un partenariat avec le britannique Avanti pour développer l'Internet par satellite dans le but de compléter son réseau fibre et améliorer la couverture nationale. Cette orientation s'inscrit dans une stratégie visant une infrastructure « plus résiliente et inclusive » (Source : *Investir au Cameroun*). Ce choix traduit une volonté de mieux contrôler le développement du secteur des télécoms, dans un contexte marqué par des enjeux de souveraineté numérique et de régulation des acteurs étrangers. Pour les entreprises, cette évolution pourrait améliorer l'accès à Internet dans les zones mal desservies, mais pose aussi la question de la qualité de service et de la compétitivité des offres face aux standards internationaux.

## DANS LE SECTEUR GOUVERNANCE

### Y. Corruption persistante et dégradation relative

Selon l'Indice de perception de la corruption 2025 publié par Transparency International, le Cameroun conserve un score de 26/100, inchangé par rapport à 2024, mais recule au 142e rang mondial contre 140e précédemment. Cette stagnation, combinée à un recul relatif, maintient le pays dans la catégorie des États fortement corrompus. Cette situation traduit des progrès insuffisants en matière de gouvernance. Pour les entreprises, elle se traduit par des coûts informels, une insécurité juridique et un climat des affaires moins attractif, appelant à un renforcement des réformes et de la transparence.

## PERSPECTIVES ...

### Z. Environnement contraint mais opportunités réelles

L'environnement économique se caractérise par des tensions internationales, une croissance en deçà des attentes et des équilibres macroéconomiques fragilisés au niveau sous-régional. Au Cameroun, les contraintes structurelles persistent : dépendance élevée aux importations, faible transformation locale, accès limité au financement malgré une liquidité abondante, et gouvernance encore perfectible. Les politiques publiques, bien que volontaristes (import-substitution, incitations fiscales), produisent des effets encore mitigés. Cependant, des opportunités réelles émergent dans l'agro-industrie, la transformation locale, le numérique, les énergies alternatives et les marchés régionaux plus dynamiques. Pour le Gouvernement, l'enjeu est d'accélérer les réformes structurelles, d'améliorer l'environnement des affaires et de soutenir l'industrialisation. Pour les entreprises, la priorité est d'adopter des stratégies résilientes, de maîtriser les coûts, d'investir dans la valeur ajoutée locale et de diversifier leurs marchés afin de capter de nouveaux relais de croissance.